

Communiqué de Jean-Jacques Lozach, Sénateur de la Creuse, Rapporteur pour avis du budget des Sports Paris, le 10 juillet 2018

Le Président de la République, Emmanuel Macron, s'est exprimé le 9 juillet dernier devant le Congrès réuni à Versailles. A cette occasion, il a présenté les grandes orientations politiques et législatives qui devraient structurer la suite de son mandat.

Je m'étonne de constater l'absence dans ses propos d'une quelconque référence à la politique sportive et aux réformes attendues dans ce domaine.

Incontestable phénomène de société et objet de toutes les convoitises lorsqu'il vient conforter le pouvoir d'influence du pays, le sport méritait une attention particulière dans un discours de référence pour l'action de l'État.

Alors même que notre pays accueillera les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, l'ambition de faire de cet événement un point d'impulsion pour favoriser la pratique sportive chez nos concitoyens et diffuser les belles valeurs de l'Olympisme semble oublier. Je regrette le traitement réservé à un domaine central des politiques éducatives, sanitaires et économiques de notre pays.

Par ailleurs, aucune indication n'a été fournie concernant le futur projet de loi Sport et société qui devrait être soumis au Parlement au cours de l'année 2019.

Ces éléments ne sont pas de nature à rassurer les acteurs du monde du sport.

La loi de finances pour 2019 devra ainsi exprimer une trajectoire budgétaire ambitieuse, de nature à satisfaire les nombreux besoins en attente. Je forme le vœu, au regard du contexte que je viens de rappeler, que le Président de la République et le Gouvernement affirment pleinement leur engagement à accorder aux problématiques sportives la place qu'elles méritent, celle d'une grande politique publique au service de nos concitoyens et contribuant au rayonnement de la France dans le monde.